

**Ministry of the  
Status of Women**

Minister's Office  
400 University Avenue  
6<sup>th</sup> Floor  
Toronto ON M7A 2R9  
Tel.: (416) 314-0300

**Ministry of Community  
and Social Services**

Minister's Office  
Hepburn Block, Queen's Park  
Toronto ON M7A 1E9  
Tel.: (416) 325-5225

**Attorney General**

Minister's Office  
McMurtry-Scott Building  
720 Bay Street  
11th Floor  
Toronto ON M7A 2S9  
Tel: 416-326-4000  
Fax: 416-326-4016



**Ministère de la  
Condition féminine**

Bureau du Ministre  
400, avenue University  
6<sup>e</sup> étage  
Toronto (Ontario) M7A 2R9  
Tél.: 416 314-0300

**Ministère des Services  
sociaux et communautaires**

Bureau du Ministre  
Édifce Hepburn, Queen's Park  
Toronto (Ontario) M7A 1E9  
Tél.: (416) 325-5225

**Procureur général**

Bureau du Ministre  
Édifce McMurtry-Scott  
720, rue Bay  
11<sup>e</sup> étage  
Toronto ON M7A 2S9  
Tél.: 416-326-4000  
Télééc.: 416-326-4016

Présentation d'un projet de loi sur la lutte contre la traite de personnes

Madame, Monsieur,

Nous sommes ravis de vous écrire au sujet de la présentation, aujourd'hui, du projet de loi intitulé *Loi de 2017 contre la traite de personnes*. Si ce projet de loi est adopté, il permettrait de protéger les Ontariennes et Ontariens contre la traite de personnes, de tenir les trafiquants responsables de leurs crimes et de sensibiliser notre société à ce problème. Il s'agit d'un aspect important de notre travail visant à assurer que toutes les personnes qui résident dans la province puissent vivre en sécurité.

Comme vous le savez, la traite de personnes est un crime complexe, souvent caché, et une violation des droits de la personne qui entraînent des traumatismes graves et à long terme pour les survivantes et survivants. L'année dernière, nous avons lancé la Stratégie pour mettre fin à la traite des personnes, avec un investissement pouvant atteindre 72 millions de dollars, et nous faisons des [progrès](#) importants.

Ces propositions législatives visent à permettre aux personnes de demander des ordonnances d'interdiction de communiquer afin de se protéger des trafiquants de personnes et aux survivantes et survivants d'obtenir plus facilement une indemnisation et de reconstruire leur vie. De plus, si le projet de loi est adopté, le gouvernement y propose de proclamer le 22 février comme Journée de sensibilisation à la traite de personnes, chaque année, afin d'attirer l'attention sur la gravité de la traite de personnes.

Nous voulons nous assurer que vous êtes informés des détails de cette importante mesure législative. À cette fin, nous avons joint une copie de notre communiqué et de notre document d'information que vous pouvez partager avec vos collègues et votre communauté.

Nous vous remercions de votre engagement à l'égard de cette importante question. Nous avons hâte de continuer à travailler ensemble à bâtir une province où chacun peut vivre en toute sécurité - sans peur, sans menace ou sans expérience d'exploitation et de violence.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, nos salutations cordiales.

Original signé par :

Indira Naidoo-Harris  
Ministre de la Condition  
féminine

D<sup>re</sup> Helena Jaczek  
Ministre des Services sociaux  
et communautaires

Yasir Naqvi  
Procureur général